



TOUS ENSEMBLE POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI, IMPOSONS UN REFERENDUM !

Le projet de loi sur les retraites est **totalemment injuste** : âge légal de départ porté à 62 ans, âge du taux plein porté à 67 ans et allongement de la durée de cotisation. Comme il en a manifestement pris l'habitude, Eric Woerth ment effrontément lorsqu'il présente ce projet : ce sont les femmes, les salariés précaires et ceux qui ont commencé jeunes qui seront les plus touchés. Ceux qui ont débuté à 18 ans cotiseront 44 ans. Où est la justice ?

Avec ce gouvernement, l'allongement de la durée de vie sera **payé deux fois** par les salariés : en premier avec le recul de l'âge du départ en retraite, ayant comme conséquence la baisse des pensions qui fait le lit de la capitalisation, et en second par l'assurance dépendance obligatoire. Dans les deux cas, les grands gagnants seront les sociétés privées d'assurance.

Rien ne justifie cette réforme. Ce gouvernement explique qu'on est obligé de travailler plus longtemps quand l'on vit plus longtemps. C'est faux quand le taux de productivité de chacun des travailleurs et la richesse globale de notre pays ne cessent parallèlement de progresser. **Tout est question de répartition des richesses.** Si c'était nécessaire, l'affaire Betancourt aura encore davantage démontré cet été le choix de Nicolas Sarkozy et de son ministre du travail : enrichir toujours plus ceux qui font des profits sur le travail des autres ! Il y a d'autres moyens de financer des retraites y compris en revenant sur les lois Balladur-Fillon. Le projet de loi déposé à l'assemblée par les députés du Front de Gauche, PCF et PG, a détaillé d'autres pistes crédibles pour une meilleure retraite.

Notre mobilisation et notre unité, syndicale, politique, citoyenne, est désormais à même de faire reculer le gouvernement. **Nous pouvons gagner !**

Car ce gouvernement est affaibli. Il n'a en outre aucune légitimité pour imposer ce recul ! La retraite à 60 ans, ce sont les Français qui l'ont voulu. Ils ont voté pour elle. Elle était dans le programme de l'Union de la Gauche quand les électeurs lui ont donné la majorité en 1981. Après qu'elle ait été adoptée, **jamais la droite n'a osé proposer dans son programme de la remettre en cause.**

Et surtout pas Nicolas Sarkozy ! Lors de la dernière présidentielle, son programme affirmait sans ambiguïté : *«le droit à la retraite à 60 ans doit demeurer»*. Interrogé pour savoir s'il reviendrait sur ce droit, il déclarait le 27 mai 2008 sur RTL : *«J'ai dit que je ne le ferai pas. Je n'en ai pas parlé pendant ma campagne présidentielle. Ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les Français. Je n'ai donc pas de mandat pour cela. Et ça compte, vous savez, pour moi.»*

Le pouvoir n'a donc aucune légitimité pour toucher au droit à la retraite à 60 ans. Et pourtant, c'est ce qu'il compte faire !

En passant en force, le gouvernement oblige les salariés à de coûteux jours de grève. Devant la mobilisation considérable qui se lève contre son projet, il répond que ce n'est pas à la rue de décider. Chiche ! **Qu'il donne la parole au peuple.** En démocratie, seul le vote du peuple peut défaire ce qu'un vote du peuple a fait. C'est donc aux Français de trancher pour savoir s'ils veulent de la réforme injuste du gouvernement. Un referendum serait une issue démocratique et pacifique au conflit en cours sur les retraites. Il suffit pour cela que Nicolas Sarkozy soumette son projet à referendum. Nous exigeons qu'il le fasse.



Nom Prénom.....

Adresse

CP Ville

Tél Email

- Je soutiens les actions du Parti de Gauche
- Je souhaite être informé-e des activités du Parti de Gauche
- Je souhaite rejoindre le Parti de Gauche
- Je verse un don de euros à l'ordre de l'AFPG pour soutenir les campagnes du Parti de Gauche



À retourner à : 63, avenue de la République • 75011 Paris

Vous pouvez aussi nous soutenir en ligne sur www.lepartidegauche.fr